

**AVENANT N°1 AU BAIL DU 25/08/2021 DE LOCATION ENTRE LA COMMUNE DE SISTERON ET LE DISTRICT DES ALPES AU 75 AV. DE LA DURANCE, POUR L'ACCUEIL D'UN ORGANISME DE FORMATION LIEE A L'ACTIVITE DU DISTRICT**

**Entre**

La Ville de Sisteron dont le siège est à l'Hôtel de Ville Place de la République 04200 SISTERON, représentée par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du XXXXX

Ci-après désigné « le Bailleur »,

**Et**

L'Association DISTRICT DES ALPES, dont le siège social est situé 75 av. de la Durance 04200 SISTERON, représentée par Monsieur Patrick BEL ABBES, Président,

Ci-après désigné « le Locataire »,

**Il est d'abord rappelé ce qui suit :**

Par acte notarié du 25/08/2021, le Bailleur a contractualisé un bail de location au bénéfice du Locataire pour un bien immobilier situé au 75 avenue de la Durance à Sisteron constitué des lots n°19 et 26 de la parcelle cadastrée n°AX 607 ;

Considérant le besoin exprimé par le Locataire par lettre en date du 16 janvier 2024 qui souhaite accueillir un organisme de formation en lien avec l'activité du Locataire et dans les locaux loués ;

Considérant qu'il y a lieu de passer un avenant n°1 au bail de location signé le 25 août 2021 entre le Bailleur et le Locataire afin d'autoriser le Locataire, à titre exceptionnel, la mise à disposition des locaux qu'il loue au Bailleur ;

Considérant que l'accord préalable du Bailleur est nécessaire pour toute autorisation exceptionnelle de ce type.

Ceci rappelé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

**Article 1 – Destination et autorisation de mise à disposition exceptionnelle des locaux à un tiers**

L'ARTICLE 2 du bail signé le 25 août 2021 est modifié comme suit

« Les biens loués sont destinés à l'activité du preneur et ils serviront à son usage et activité exclusifs : local bureau et siège d'association sportive.

Le Locataire pourra de manière exceptionnelle et après l'accord préalable du Bailleur, mettre à disposition d'un tiers, les locaux. Cette mise à disposition

- devra être en lien avec l'activité du Locataire
- être déterminée dans le temps et l'espace (renseigner précisément la période et les locaux concernés dans la demande faite auprès du Bailleur) et
- se fera sous l'entière responsabilité du Locataire. »

**Article 2 - Droit applicable et juridiction compétente**

Le présent contrat est assujetti au droit français.

Tout litige qui résulterait de son exécution sera soumis aux tribunaux dont dépend le lieu du bien loué.

Fait à Sisteron le XXXXX en 2 exemplaires

Le Bailleur,

Le Maire de SISTERON

Daniel SPAGNOU

Le Locataire,

Le Pdt du District des Alpes

Patrick BEL ABBES

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h33

**REÇU EN PREFECTURE**  
le 16/02/2024

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-004-210402095-20240215-2024\_02\_01\_